

**Défini comme l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale et donc à toute régulation de l'État, le secteur informel occupe une place prépondérante dans l'économie de nombreux pays sous-développés ou en développement, en particulier africains. Il est, à côté de l'État, le principal pourvoyeur d'emplois et de richesses dans la majorité de ces pays.**

En Afrique, ce secteur de l'informel doit « son succès », aux différentes crises économiques des années 80 et 90 et à leurs conséquences, en plus de l'incapacité des gouvernements à créer les emplois nécessaires pour faire face à la croissance du chômage due en grande partie à l'urbanisation galopante des villes africaines. En effet, les programmes des politiques d'ajustement structurel imposés dans ces années là, aux pays en développement, et donc africains, avec ses effets pervers comme la réduction des salaires, la diminution des effectifs de la fonction publique, la privatisation des entreprises d'État, etc., ont largement aidé à aggraver la situation économique de ces pays. Ils ont de ce fait également contribué à gonfler encore plus le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel.

Selon le Bureau International du Travail (BIT), ce secteur fournit ainsi 72% des emplois en Afrique subsaharienne dont 93% des nouveaux emplois créés, en comparaison du secteur formel qui n'emploie que près de 10% des actifs sur le continent. Beaucoup d'Africains vivent donc de cette économie parallèle. Selon une étude sur l'économie informelle dans les années 2000, réalisée avec l'aide de la Banque mondiale, le poids de l'informel dans les pays développés, était alors inférieur à 20% du PIB global (9% en Suisse et aux États-Unis, 15% à 16% en France et en Allemagne) contre une moyenne de 42% en Afrique, avec un maximum de 58-59% au Zimbabwe, en Tanzanie et au Nigeria, et un minimum de 28% en Afrique du Sud. Même dans les économies relativement bien structurées comme le Maroc, le Kenya et le Botswana, l'informel représentait plus ou moins le tiers du PIB.

Par ailleurs, ce secteur rassemble essentiellement des populations issues des classes les plus pauvres et qui exercent un ou plusieurs emplois secondaires dans des conditions souvent précaires avec des revenus parfois très faibles et incertains. Se retrouvent également dans l'informel des personnes instruites en attente d'un emploi ainsi que des licenciés d'entreprises à la recherche d'une nouvelle source de revenus. Il s'agit donc très souvent de métiers de survie que l'on retrouve dans une gamme variée de domaines d'activités. On peut ainsi distinguer l'informel de production (agriculture périurbaine, menuiserie de bois et métal, BTP, etc.) ; l'informel d'art (bijouterie, sculpture, tissage, couture, broderie, maroquinerie, cordonnerie, peinture, etc.) ; l'informel de services (restauration populaire, transports urbains, coiffure, couture, réparation mécanique ou électrique, etc.) ; et l'informel d'échanges (distribution, commerce, change, etc.).

Ces différents exemples attestent donc du dynamisme du secteur informel en Afrique et de sa capacité d'adaptation, mais également de son importance dans le processus de développement des économies africaines